



GAUCHE(S) ANALYSE

À gauche, les professionnels de la politique trustent toujours les places

Les listes des candidatures aux européennes sont officiellement publiées samedi 18 mai. Alors que la gauche proclame qu'elle lutte contre la professionnalisation de la politique, elle peine encore à promouvoir d'autres profils. Tour d'horizon.

Mathieu Dejean - 18 mai 2024 à 12h28

C'est une occasion manquée qui passe encore inaperçue. La personnalisation de la vie politique aidant, la composition des listes des partis de gauche aux élections européennes du 9 juin n'a été que peu scrutée. L'opération est pourtant à certains égards révélatrice : alors que les partis de gauche, dans leur diversité, affichent leur volontarisme pour représenter concrètement les classes populaires, qui se sont éloignées d'eux, les profils des candidates et candidats des quinze premières places sont encore souvent à l'image d'appareils à la sociologie homogène. À quelques exceptions près, la logique partisane récompense surtout des carrières purement politiques.

Ce manque de diversité avait fait l'objet d'une critique précoce du député socialiste Philippe Brun, qui avait dénoncé en février l'« esprit de fermeture » de la liste révélée par le Parti socialiste (PS) avant sa fusion avec Place publique (le parti de Raphaël Glucksmann). Philippe Brun, responsable de la convention « Retrouvons le peuple » au PS, avait claqué la porte de la direction du parti en découvrant que le premier ouvrier se trouvait « en 41^e position, bien loin de la zone éligible ». « Il faut prendre un tournant populaire et aller chercher les gens avec des gestes forts », plaidait-il dans nos colonnes.

L'analyse des quinze premiers noms de la liste conduite par Raphaël Glucksmann est symptomatique. La direction du PS ménage ses équilibres internes en attribuant des places éligibles à ses courants minoritaires

(au prorata de leur poids au congrès du parti), sans égard pour la mise en valeur de profils inhabituels en politique. En raison de son affaiblissement électoral, le PS a moins de postes électifs susceptibles de gratifier ses cadres. L'ouverture à la société civile organisée et à la diversité passe donc au second rang de ses priorités.

Au PS, le règne des professionnels

Mis à part les eurodéputé-es sortant-es (qui bénéficient d'une prime sur toutes les listes en raison de leur maîtrise des arcanes du Parlement européen), figurent ainsi au sommet de la liste Glucksmann des proches du premier secrétaire Olivier Faure, comme son bras droit Pierre Juvet (3^e), qui avait échoué à être élu député en 2022, ou la présidente du mouvement des Jeunes socialistes (MJS) Emma Rafowicz (8^e), qui a défendu mordicus la ligne unitaire du temps de la Nouvelle Union populaire écologique et sociale (Nupes).

Mais aussi des représentant-es des deux courants minoritaires du parti, résolument anti-Nupes, comme l'ancien député désormais élu au conseil régional d'Île-de-France Jean-Marc Germain (6^e), membre du courant Refondations, et la maire de Feyzin (Rhône) Murielle Laurent (7^e), membre du courant hollandiste d'Hélène Geoffroy, un temps proche du macronisme.

« Le PS assume de dire que la sociologie de ses élites n'a pas d'importance. »

Rémi Lefebvre, politiste

« C'est impressionnant : en dehors des quatre eurodéputés sortants et des places attribuées à Place publique, il n'y a que des élus locaux et nationaux, relève le directeur de recherche au CNRS Sébastien Michon, spécialiste de la professionnalisation de la vie politique en France. La seule exception, à la 10^e place, c'est Chloé Ridel, une énarque passée par Sciences Po qui est porte-parole du PS. Tous les autres sont élus. » « La liste du PS est une caricature », abonde le politiste Rémi Lefebvre, qui soupçonne les socialistes d'avoir profité de la focalisation médiatique sur Raphaël Glucksmann pour placer des apparatchiks dans une relative discrétion.

Or, le mode de scrutin des élections européennes, qui n'est pas majoritaire uninominal, est idéal pour diversifier socialement les élu·es. « *C'est une énorme erreur, car même si la diversification n'a pas d'impact électoral direct, c'est un signal qui est envoyé. Le PS assume de dire que la sociologie de ses élites n'a pas d'importance* », constate Rémi Lefebvre. Mais les autres formations politiques de gauche peuvent-elles se targuer de faire preuve de plus d'audace ?

À LFI, l'importance du capital politique

La France insoumise (LFI) avait été critiquée aux législatives de 2022 pour avoir parachuté des cadres nationaux dans des circonscriptions très favorables à Jean-Luc Mélenchon, en particulier dans des quartiers populaires, au détriment de figures locales. Résultat : une prédominance de candidatures issues de classes moyennes blanches diplômées, qui a été épinglée. Alors que LFI mise notamment sur la remobilisation de cet électorat, les quinze premiers noms de sa liste témoignent encore de l'importance accordée au capital politique, même si la légitimité des luttes sociales est aussi prise en compte.

À la différence du PS, LFI n'a pas à composer avec des courants internes et a fait élire la quasi-totalité de ses cadres à l'Assemblée nationale en 2022. Une fois les premières places accordées à ses sortant·es au Parlement européen, le mouvement a donc pu se consacrer au principal enjeu pour lui : celui de faire apparaître sa liste comme celle des « orphelins de la Nupes ».

LFI présente ainsi quatre candidat·es qui ne sont pas issu·es de ses propres rangs parmi les huit premières places : le syndicaliste Anthony Smith (4^e), l'ancien coordinateur de Génération·s Arash Saeidi (6^e), la juriste franco-palestinienne Rima Hassan (7^e) et l'eurodéputé écologiste sortant Damien Carême (8^e). Deux n'appartiennent pas au sérail politique : Anthony Smith et Rima Hassan. Plus loin figurent encore Carine Sandon (11^e), militante à REV (Révolution écologique pour le vivant, le parti d'Aymeric Caron), Daniel Ibanez (12^e), militant écologiste, ou encore Mohamed Bensaada (14^e), militant des quartiers populaires.

« Est-ce qu'un peu plus de place a été donnée aux militants des quartiers par rapport à 2022 ? Ce n'est pas flagrant. »

Sébastien Michon, directeur de recherche au CNRS

« *Nous avons la volonté de représenter les combats que nous menons et que nous voulons incarner* », commente la tête de liste LFI, Manon Aubry. Elle souligne aussi que l'eurodéputé sortant Younous Omarjee (2^e) est le candidat issu des outre-mer le plus haut placé, toutes listes confondues. Alors que Jean-Luc Mélenchon avait obtenu des résultats très élevés en outre-mer en 2022, cette place témoigne là aussi de la stratégie de remobilisation de l'électorat insoumis – en l'occurrence, par l'identification.

« *C'est plutôt ce type d'équilibre social et la représentation de la Nupes qui ont primé, et pas la satisfaction de courants internes pour gagner le congrès d'après* », résume Manon Aubry en taclant implicitement le PS. LFI présente aussi les coresponsables des Jeunes insoumis·es, Emma Fourreau (9^e) et Aurélien Le Coq (10^e), passés respectivement par Sciences Po Rennes et Sciences Po Lille. Deux fidèles à la ligne de la direction, preuve qu'une logique d'appareil existe bien aussi à LFI.

« *L'air de rien, même dans la situation favorable de LFI, le capital politique, l'ancienneté et la fidélité au leader sont encore très clivants* », observe Sébastien Michon. Celui-ci remarque enfin qu'un seul candidat parmi les quinze premiers est un militant des quartiers populaires : Mohamed Bensaada. « *Est-ce qu'un peu plus de place a été donnée aux militants des quartiers par rapport à 2022 ? Ce n'est pas flagrant* », conclut le chercheur.

Au PCF, une tendance au repli

En 2019, le Parti communiste français (PCF) avait compensé l'image très parisienne de sa tête de liste, Ian Brossat, par sa numéro 2, la syndicaliste et ouvrière du Nord Marie-Hélène Bourlard, et par la mise en avant de profils populaires qui fourmillaient tant dans la liste elle-même que dans le comité de soutien, à l'instar de Lassana Bathily, manutentionnaire salué en héros après l'attentat contre l'HyperCacher en 2015. Aujourd'hui, le PCF, qui n'a plus de délégation au Parlement européen, semble s'être aligné sur une tendance au repli sur les appareils.

Si Sigrig Gérardin, numéro 2 de Léon Deffontaines (ancien porte-parole de Fabien Roussel), est syndicaliste au Snuep-FSU, le label de la « Gauche unie » rassemble surtout en haut de sa liste des élu·es de petits partis, comme l'eurodéputé sortant Emmanuel Maurel (3^e), de la Gauche républicaine et socialiste, et des ténors du PCF, comme Héléne Bidard (4^e) et André Chassaigne (5^e).

Les Écologistes font primer les pros

Les Écologistes ne sont pas épargnés par cette analyse, même si leur liste témoigne d'un effort, notamment en matière de représentation des jeunes et des personnes racisées. D'après le calcul de Sébastien Michon, les quinze premiers candidats et candidates Écologistes ont la moyenne d'âge la plus jeune (42,6 ans), devant LFI (44,7 ans).

Pour Mélissa Camara, conseillère municipale à Lille, 31 ans et 3^e sur la liste, cela n'a rien d'étonnant de la part de son courant politique, engagé contre le cumul des mandats et qui a fait élire la députée Marie-Charlotte Garin à 27 ans, et la sénatrice Mathilde Ollivier à 29 ans. Les professionnel·les de la politique sont cependant là encore très présent·es. Outre ses eurodéputé·es sortant·es qui trustent cinq des sept premières places, les élus locaux du parti bénéficient d'une prime, à l'instar de Mélissa Camara (3^e), Stéphanie Dembak-Dijoux (13^e) et Régis Godec (14^e), ainsi que les militant·es investi·es de longue date, comme la sociologue Majdouline Sbai (5e), ancienne vice-présidente du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais.

Cette caractéristique est assumée par le responsable aux élections des Écologistes, Olivier Bertrand, pour qui les européennes ne sont pas une occasion de professionnaliser des cadres : « *Pour nous, les élections européennes sont fondamentales. Le mouvement a donc des exigences, c'est pourquoi les candidats ont déjà des profils qui leur permettent de s'intégrer rapidement dans un groupe dont la moitié sont sortants.* »

« Ce n'est pas parce qu'on parsème sa liste de personnes racisées qu'on a un programme politique véritablement antiraciste et décolonial. »

Nadhéra Beletreche, militante féministe et antiraciste

Souvent critiqués pour leur homogénéité sociale et leur

difficulté à pénétrer dans les couches populaires de la société, les Verts tentent cependant depuis quelques années de faire leur mue en prenant racine tant dans les ruralités que dans les quartiers populaires – c'était un objectif de la « refondation » d'Europe Écologie-Les Verts (EELV, ancien nom des Écologistes).

Cet effort transparait dans la composition de la liste de Marie Toussaint qui, si elle respecte la représentativité des courants internes du parti, a bénéficié d'un « comité de consensus » qui a mis l'accent sur l'importance de la représentativité territoriale, sociologique et d'origine. Priscillia Ludosky, ancienne figure des gilets jaunes, est ainsi candidate en 9^e place, et Amine Kessaci, militant associatif dans les quartiers populaires de Marseille, la suit (10^e). « *On en a beaucoup parlé pendant notre dernier congrès : l'écologie est partout, elle doit donc avoir des visages qui ne sont pas qu'urbains et blancs. C'est comme ça qu'on va ramener les gens à la chose publique* », explique Mélissa Camara.

Nadhéra Beletreche, militante féministe et antiraciste, ex-candidate Nupes aux législatives de 2022 sur le quota des écologistes, considère toutefois ces listes avec beaucoup de déception.

« *Ce n'est pas parce qu'on parsème sa liste de personnes racisées qu'on a un programme politique véritablement antiraciste et décolonial* », pointe-t-elle en regrettant l'exclusion de la liste écologiste de Bénédicte Monville, qui, selon elle, « *avait un investissement antiraciste réel* ». « *Les Écologistes ont placé des personnes racisées sur leur liste, mais on ne les entend pas et elles ont pour la plupart gravi les échelons à l'intérieur du parti depuis des années* », critique la militante, qui avait plaidé en 2022 pour des candidatures plus inclusives. Elle soutient Rima Hassan et votera pour la liste LFI notamment pour cette raison, tout en regrettant que la place qui lui a été accordée ne l'assure pas avec certitude de son élection.

« *Les mécaniques de constitution des listes sont très difficiles à changer. Les partis ne sont pas sortis des accords entre courants, et ce n'est pas à la hauteur de la gravité des enjeux* », déplore Nadhéra Beletreche.

« *Ces listes sont emblématiques du fait que la gauche a entériné l'idée que la politique est un métier, et que les partis sont des lieux de carrière, où l'on consacre des*

trajectoires de purs professionnels de la politique », conclut Rémi Lefebvre.

Mathieu Dejean

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Edwy Plenel